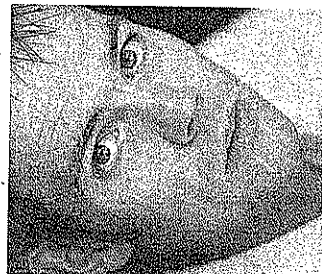


Luuk van Middelaar: « Avec la crise, l'Europe s'impose dans le débat national »

Entretien

Philosophe et historien néerlandais, Luuk van Middelaar est la « plume » du premier président du Conseil européen, Herman Van Rompuy. À l'occasion de la parution de son livre*, il nous livre sa vision de l'Europe.



Luuk van Middelaar : « Les États membres ont découvert qu'ils partagent davantage qu'un traité et des institutions. » >> SAKE ELZINGA

institutions. Ils ont compris qu'ils forment un club, vis-à-vis de l'extérieur d'abord, mais aussi à cause des engagements pris dans les traités.

« Votre thèse dépasse la polémique qui oppose les partisans de la méthode communautaire aux partisans de l'intergouvernemental. »

Je ne parle pas de ces querelles idéologiques figées qui ne correspondent plus du tout à la pratique du pouvoir. Quand les dirigeants européens se réunissent, c'est eux qui prennent les décisions et ce sont des décisions

De la France, État séculaire, vers la France, membre de l'Union.

Le non de David Cameron au nouveau

« traité budgétaire » marque-t-il une rupture dans le « passage » à l'Europe ? Cela contredit les efforts de la diplomatie britannique depuis cinquante ans. Pourquoi le Royaume-Uni est-il dans l'Union européenne ? Parce que les Britanniques ne supportent pas qu'il existe un club sur le continent où l'on discute sans eux des grands affaires du monde. Le revirement du 9 décembre est remarquable, parce que

« L'Europe ne se fait pas en absorbant les États. Elle se fait en imprégnant les États »

européennes. C'est lors des sommets que se forge cet entre-deux, où, pour défendre leur intérêt national, les dirigeants doivent tenir compte de l'intérêt européen.

Ce que vous dites implique que les transferts de souveraineté tant redoutés ne sont pas vraiment des « abandons » de souveraineté ?

On a trop souvent pensé que l'Europe est un autre. L'Europe, c'est nous. Ces transferts ne se produisent pas d'un État vers une institution bruxelloise. Ce sont des transferts qui proviennent bien de cet État mais se dirigent vers le même État, en tant que membre du club des États européens.

en France et vice-versa. L'annonce, par l'ex-premier ministre grec George Papandréou, de son intention d'organiser un référendum sur l'euro a créé un choc dans les opinions publiques. On a découvert que nos désirs étaient liés. Il n'y a pas de renationalisation des politiques européennes mais, au contraire, une européanisation des politiques nationales. L'Europe ne se fait pas en absorbant les États. Elle se fait en imprégnant les États.

Le soutien d'Angela Merkel à Nicolas

Sarkozy est-il le signe de cette évolution ? Un tel soutien est nouveau. Ce qui est intéressant, c'est l'explication donnée par la chancelière. Elle dit : « L'Europe est devenue un sujet de politique intérieure. » Elle assume pleinement que ce qui se passe chez nos voisins nous concerne très directement.

Vous êtes la « plume » de Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen. Sa nomination n'a pas amélioré la visibilité de l'Europe dans le monde.

En temps de crise, la priorité est de faire en sorte que les chefs d'État et de gouvernement dirigeants des États membres puissent parvenir à des compromis. Or, les tensions sont grandes et le président Van Rompuy considère que son rôle est avant tout de faciliter la prise de décision plutôt que de représenter l'Europe en passant par-dessus ses dirigeants. C'est un choix politique.

* « Le Passage à l'Europe. Histoire d'un commencement », Gallimard, 470 pages, 27,90 €.